



RAPPORT FINANCIER



2020



DÉPARTEMENT
**BOUCHES
DU RHÔNE**



BUDGET PRINCIPAL

VUE D'ENSEMBLE	4
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	6
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT.....	8
RECETTES D'INVESTISSEMENT	10
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	10

ÉQUILIBRES FINANCIERS

ÉPARGNE ET AUTOFINANCEMENT	12
DETTE PROPRE	14
GARANTIES D'EMPRUNTS	18
CONSOLIDATION DES COMPTES ET DES RISQUES ..	18

REPÈRES DÉPARTEMENT

PRINCIPAUX PARTENAIRES	20
PRINCIPAUX CHIFFRES 2020.....	22





Département des Bouches-du-Rhône

RAPPORT FINANCIER



2020

L'année 2020 a été marquée par une crise mondiale. A l'échelle départementale, l'ensemble des moyens financiers et humains ont été déployés pour soutenir les Provençaux tant sur le plan sanitaire (distribution de masques, de gel hydro alcoolique, mise en place de centres de vaccination...) qu'économique, avec un soutien fort apporté aux entreprises partenaires du Département, au monde du sport, de la culture...

Pour autant, l'Assemblée tient ses engagements en n'augmentant pas les impôts et en restant un acteur incontournable en matière d'investissement local pour l'aménagement et l'équipement du territoire.

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Chiffres exprimés en millions d'€	2019	2020	Évolution 2019/2020		2019	2020	Évolution 2019/2020
Dépenses réelles (A)	2 139,6	2 244,1	4,9%	Recettes réelles (B)	2 413,4	2 417,4	0,2%
Dépenses réelles hors reprise de provision	2 130,0	2 238,0	5,1%	Recettes réelles hors reprise de provision	2 397,4	2 414,0	0,7%
Autres charges d'activité (65)	1 547,8	1 631,1	5,4%	Fiscalité directe (731 hors 73121 73125)	633,6	643,7	1,6%
Pour mémo, fonctions 550, 551, 552 APA	170,7	175,3	2,7%	Fiscalité indirecte (Autres 73 hors 73261 73262)	1 092,0	1 094,2	0,2%
Pour mémo, fonction 567 - allocations RSA	472,1	506,3	7,2%	Dotations et participations (73121,73125, 741, 746, 74781, 74783, 7482, 7483)	543,6	539,9	-0,7%
Reversement et restitution sur Impôts et Taxes (chapitre 014, nature 739)	69,5	67,5	-3,0%	Pour mémo, FNGIR (73121)	37,7	37,7	0%
Charges de personnel (64, 65861, 6331, 6336, 6218)	358,7	377,8	5,3%	Pour mémo, DC RTP (74832)	41,0	41,0	0%
Autres services extérieurs (62)	70,9	60,3	-14,9%	Pour mémo, Reversement restitution sur impôts et taxes (739)	-69,5	-67,5	-3,0%
Services extérieurs (61)	39,3	42,7	8,5%	Autres	144,2	139,6	-3,2%
Provisions (68 hors 6811 pour ordre)	9,6	6,0	-36,9%	Pour mémo, recouvrements et redevances de dépenses d'aide sociale	91,1	98,6	8,2%
Frais Financiers (66)	14,5	14,5	0,2%	Provisions (7817, 7815)	9,7	3,3	-66,9%
Autres (60, autres 63 et 67 réels)	30,5	45,1	48,2%	Recettes d'ordre (D)	87,6	331,6	278,5%
Dépenses d'ordre (C)	284,7	320,6	12,6%	Dotations aux amortissements des immobilisations (6811)	87,6	331,6	278,5%
Dotations aux amortissements des immobilisations (6811)	275,8	293,6	6,4%	Différences sur réalisations (nég) reprises, neutralisation et quote- part des subventions d'investissement transférées (77)	87,6	331,6	278,5%
Autres (67)	8,9	27,1	205,1%	Financement de la section d'investissement (E)	114,5	195,1	70,5%
Excédent/Déficit de clôture (F)	30,6	42,0	37,3%	Excédent reporté (G)	68,3	52,8	-22,6%
Total (A+C+E+F)	2 569,3	2 801,8	9,0%	Total (B+D+G)	2 569,3	2 801,8	9,0%

SECTION D'INVESTISSEMENT

<i>Chiffres exprimés en millions d'€</i>	2019	2020	Évolution 2019/2020		2019	2020	Évolution 2019/2020
Dépenses réelles (A)	574,7	637,2	10,9%	Recettes réelles (B)	401,7	567,4	41,3%
Dépenses réelles Hors dette	525,5	565,4	7,6%	Recettes réelles Hors dette et hors affectations	34,5	33,0	-4,6%
Subventions d'équipement versées (204)	363,3	380,3	4,7%	Excédent de fonctionnement capitalisé (1068)	138,5	92,2	-33,4%
Autres immobilisations incorporelles (20)	28,2	33,3	18,2%				
Immobilisations corporelles (21)	34,2	30,9	-9,7%				
Immobilisations en cours, avances et acomptes versés (238)	1,1	12,0	NS				
Autres immobilisations en cours (23) hors régularisation	97,6	104,6	7,1%				
Autres (10, 13, 26, 27, 45)	1,2	4,3	259,6%				
Emprunts et Dettes assimilées	49,2	71,7	45,9%				
Emprunts (1641, 103)	49,2	71,7	45,9%	Emprunts (1641, 103)	143,7	242,3	68,7%
				Emprunts obligataires (1631)	85,0	200,0	135,3%
Dépenses d'ordre (C)	89,2	366,0	310,1%	Recettes d'ordre (D)	286,4	355,1	24,0%
				Amortissements et charges à étaler (28)	275,8	283,3	2,7%
dont Opérations afférentes à l'emprunt (16441, 163311)	0	0	0 %	Autres (16,19,20,21,23)	10,5	71,8	581,0%
				dont Opérations afférentes à l'emprunt (16441, 163311)	0	0	0 %
Restes à réaliser (E)	7,7	9,0	16,4%	Restes à réaliser (F)	30,0	60,0	100,0%
Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (G)	138,5	114,5	-17,4%	Financement de la section d'investissement (H)	92,2	144,1	56,3%
Total (A+C+E+G)	810,2	1 126,6	39,0%	Total (B+D+F+H)	810,2	1126,6	39,0



LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT : 2.417,4 M€ (+0,2%)

Après correction des produits des cessions et des provisions, la croissance est de 0,6%.

Chiffres exprimés en milliers d'€	2019	Structure	2020	Structure	Var 2019-2020
Fiscalité indirecte	1 092 021	45,2%	1 084 711	44,9%	-0,7%
Fiscalité directe	633 599	26,3%	643 745	26,6%	1,6%
Dotations et participations	543 605	22,5%	552 673	22,9%	1,7%
Reprises de provisions	16 028	0,7%	3 325	0,1%	-79,3%
Produit des cessions	8 372	0,3%	10 233	0,4%	22,2%
Autres recettes	119 796	5,0%	122 688	5,1%	2,4%
Total	2 413 420	100,0%	2 417 374	100,0%	0,2%
Total (hors provisions et cessions)	2 389 020	99,0%	2 403 816	99,4%	0,6%

> La fiscalité directe : **643,7 M€ (+1,6%)**

Les recettes de fiscalité directe sont en progression de 10,1 M€ sur l'exercice. Le reversement par la Région d'une partie de la CVAE transférée est stable à 95,6 M€. Les autres chiffres composant la fiscalité directe sont le produit de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) (401,8 M€), la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) qui progresse de 134,2 M€ à 135,3 M€ et l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER) (9,3 M€). Les rôles supplémentaires des différentes taxes se sont élevés à 1,8 M€ (-1,7 M€).

> La fiscalité indirecte : **1.084,7 M€ (-0,7%)**

Le produit fiscal indirect 2020 est en baisse de 0,7% (-7,3 M€). Il est notamment composé du produit des DMTO (450,6 M€), en baisse de 2,1% (-9,8 M€) ou encore de la taxe d'aménagement (TA) pour un montant de 11,5 M€. Le Département perçoit également le produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (369,1 M€), celui de la taxe sur les conventions d'assurances (230,9 M€) ou encore de la taxe départementale sur la consommation finale d'électricité (TCFE) (21,1 M€). Le produit de la taxe additionnelle à la taxe de séjour a été de 1,5 M€. Concernant les DMTO, malgré un effondrement du produit lors du 1er confinement, le résultat de l'année 2020 peut être considéré comme satisfaisant. La chute de 2,1% est très proche de la constatation nationale (-1,8%). Au-delà des DMTO, certains postes de fiscalité indirecte (TA, TCFE) semblent eux aussi affectés par la crise sanitaire.

> Les concours Etat / Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) : **552,7 M€ (+1,7%)**

Cette rubrique, composée de crédits d'Etat ou de la CNSA, progresse de 9,1 M€ (+1,7%) entre 2019 et 2020. Le montant de la dotation globale de fonctionnement (DGF) sur l'exercice 2020 représente 300,4 M€. Celui-ci est en baisse de 1,2 M€ (-0,4%). Quant à la dotation générale de décentralisation (DGD), elle reste inchangée depuis plusieurs années avec 11,9 M€. La dotation de compensation péréquée (DCP) est de 20,6 M€ en 2020, en progression de 7,2% (+1,4 M€). En revanche, les allocations compensatrices de fiscalité directe, qui s'élèvent à 11,1 M€, sont en retrait de 1 M€ (-8,4%). De même, la ressource allouée au Département au titre de la péréquation des DMTO est elle aussi en baisse en 2020 (9,4 M€ ; -3,2 M€). La recette de FCTVA de fonctionnement est relativement stable (1,1 M€). Elle est proportionnée aux dépenses d'investissements éligibles effectuées l'année précédente. Parmi les ressources exceptionnelles en provenance du budget de l'Etat, il convient de citer deux éléments complémentaires :

- > un versement de 3,4 M€ représente la contribution de l'Etat à la charge de 13 M€ assumée par le Département lors de l'achat de masques pendant la crise sanitaire.
- > une somme de 0,8 M€ correspond à la part du Département sur le fonds de stabilisation de 115 M€ mis en place par la loi n°2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019.



Par ailleurs, des dispositifs de compensation garantissent la neutralité financière de la réforme fiscale de 2011 : le fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) (37,7 M€) et la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) (41 M€), tous deux gelés entre 2019 et 2020. Le Département est également attributaire d'une compensation de 15 M€ au titre du fonds de mobilisation pour l'insertion (FMDI).

Les concours versés par la CNSA pour le financement de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA), des prestations de compensation du handicap (PCH) et de la dotation pour la maison départementale des personnes handicapées s'élèvent à 100 M€, en croissance de 7 M€.

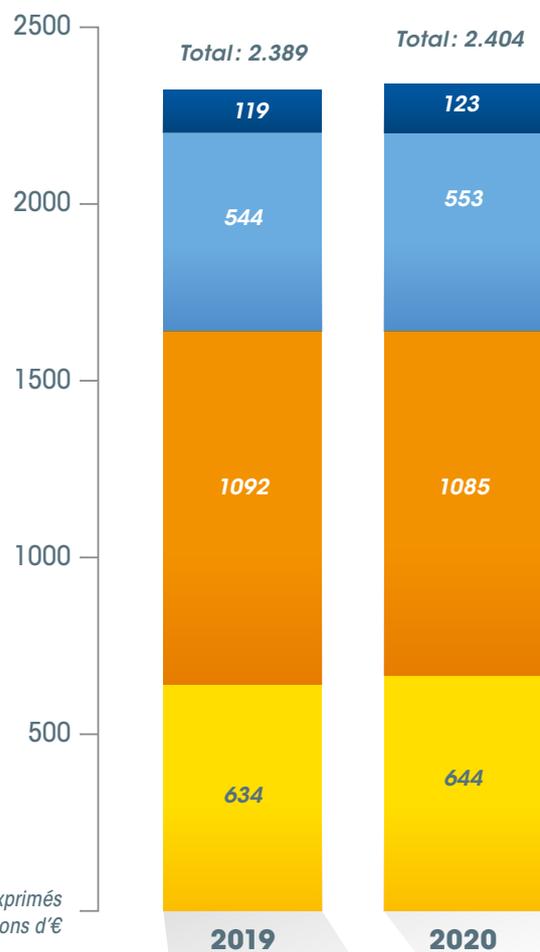
> Les autres produits : **136,2 M€**

Les recettes et participations du secteur social sont de l'ordre de 101,8 M€, en nette progression (+8,4 M€). Cette évolution est essentiellement consécutive aux recouvrements sur l'Etat dans le cadre du plan pauvreté, qui monte en puissance en 2020, et à l'encaissement de la participation de l'Etat pour les dossiers MNA.

Les autres ressources proviennent notamment des produits des services et du domaine et ventes diverses, de participations, de produits financiers et de recettes exceptionnelles. Les reprises sur provisions représentent 3,3 M€ et les cessions 10,2 M€.

STRUCTURE DES RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT 2019 ET 2020 (hors provisions, cessions et régularisations)

Recettes diverses ■ Fiscalité indirecte ■
Dotations État/CNSA ■ Fiscalité directe ■



Chiffres exprimés en millions d'€



LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT : 2.244,1 M€ (+4,9%)

Hors atténuations de recettes (péréquations) et provisions, les dépenses de fonctionnement se limitent à 2.170,6 M€.

Chiffres exprimés en milliers d'€	2019	Structure	2020	Structure	Var 2019-2020
Personnel	358 665	16,8%	377 817	16,8%	5,3%
Services généraux	81 523	3,8%	82 499	3,7%	1,2%
Sécurité	76 635	3,6%	78 787	3,5%	2,8%
Enseignement	61 489	2,9%	60 328	2,7%	-1,9%
Culture et vie sociale	44 938	2,1%	40 016	1,8%	-11,0%
Politiques sociales	1 367 370	63,9%	1 458 379	65,0%	6,7%
Réseaux - Infrastructures	9 295	0,4%	10 035	0,4%	8,0%
Aménagement - Enviro.	13 224	0,6%	11 876	0,5%	-10,2%
Transports	34 605	1,6%	34 364	1,5%	-0,7%
Développement local	12 709	0,6%	16 446	0,7%	29,4%
Atténuations de produits	69 546	3,3%	67 485	3,0%	-3,0%
Provisions	9 556	0,4%	6 026	0,3%	-36,9%
Total	2 139 556	100,0%	2 244 059	100,0%	4,9%
Total (hors provisions)	2 130 000	99,6%	2 238 033	99,7%	5,1%

> Les dépenses d'aide sociale et de solidarité : **1.458,4 M€**

La progression de ces dépenses est de 6,7% en 2020, soit une hausse de 91 M€ et près de 83% de la croissance des charges.

Les charges des allocations individuelles de solidarité (AIS) passent de 748,7 M€ à 794 M€ (+45,4 M€), soit une croissance de 6,1%. En moyenne, sur la période 2012-2020, la progression des AIS aura été de 3,9% l'an. Les allocations du RSA augmentent de 7,2% en 2020 (506,3 M€), pour une moyenne de +3,6%. Les dépenses d'APA représentent 175,3 M€ et progressent de 3% (effet bénéficiaires et tarifs) contre une moyenne annuelle 2012-2020 de 2,3%. Enfin, la PCH atteint 112,4 M€ et continue de connaître une forte croissance (+6%). Pour mémoire, la moyenne sur la période de référence est de +9,6% l'an pour la PCH.

Au-delà des aspects AIS, les politiques menées en faveur des personnes du bel âge et des personnes handicapées, majoritairement de l'hébergement, représentent près de 320,9 M€, en croissance de 3,7% (+11,4 M€). La politique d'insertion concerne aussi les contrats aidés ou actions d'insertion sociale et professionnelle pour 42,9 M€.

Le Département veille également sur les personnes du bel âge : 13 maisons du bel âge (MBA) ont vu le jour sur le territoire départemental en 2020. Depuis le lancement du projet, 35 MBA ont été ouvertes auxquelles s'ajoute un dispositif itinérant. Pour la seule année 2020, la fréquentation a été de 51 811 visiteurs (pour 14 366 usagers inscrits). Par ailleurs, 52 622 actions ont été menées (sorties, activités, aide administrative, prévention).

Le domaine de l'aide sociale à l'enfance (230,6 M€ hors assistants familiaux) est encore en 2020 aussi dynamique qu'en 2019 (+14,5%/+29,2 M€), porté par les problématiques d'hé-

bergement, en particulier des mineurs non accompagnés. Enfin, les dépenses de santé s'élèvent à 19,8 M€.

> La sécurité : **78,8 M€**

Le volet sécurité couvre principalement les dépenses de prévention incendie et de protection des massifs forestiers (+2,8%/+2,2 M€). Il s'agit notamment du financement du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) (65,7 M€ ; +2,8%/+1,8 M€) et du bataillon des marins pompiers de Marseille (BMPPM) (10 M€).

> Les transports : **34,4 M€**

Cette compétence est essentiellement constituée de 31,8 M€ de compensation de transfert à la Métropole Aix-Marseille et de 2,4 M€ au titre du fonctionnement du syndicat mixte des traversées du delta du Rhône (SMTDR).

> L'éducation et la politique en faveur des collèges : **60,3 M€**

Le plan « Charlemagne », amorcé en 2017 se poursuit. Il a pour objectif, sur la période 2017-2027, la modernisation et la sécurisation de l'ensemble des établissements, le 100% numérique avec la distribution de tablettes à contenu pédagogique aux collégiens et un meilleur accompagnement dans la scolarité des citoyens de demain. Le coût du programme est évalué à 2,5 milliards d'euros, dont près de la moitié en fonctionnement. Lors de la rentrée 2020/2021, un kit de fournitures scolaires a été remis à l'ensemble des 102 000 élèves des 188 collèges publics et privés sous contrat du territoire.

> La culture, la vie sociale, la jeunesse, les sports et loisirs : **40 M€**

Les aides du Département permettent le financement et l'organisation de nombreuses actions et événements, dont les plus connus sont : les dimanches de la Canebière, le bal patriotique, le Marseille-Cassis, l'Open13 de tennis, le Mondial la Marseillaise à pétanque, les chants de Noël, la poursuite de MPG 2019 année de la gastronomie en Provence avec plus de 1 000 événements et 2 millions de participants. En 2020, malgré la crise de Covid-19, le Département a maintenu une grande partie de ces financements afin de soutenir l'ensemble des partenaires dans un secteur déjà éprouvé. Toutefois, le budget investi en 2020 est en retrait de près de 4,9 M€ dans ces domaines (-11%).

> Le développement local, l'agriculture et l'aménagement du territoire : **38,4 M€**

Le domaine routier (entretien, fonctionnement des ateliers) représente à lui seul 9,7 M€ de cette rubrique. Les interventions en faveur de l'agriculture (6,3 M€) et du tourisme (5,5 M€) pèsent pour 11,8 M€. Enfin, les autres actions (16,9 M€) englobent différentes interventions autour de l'environnement, du logement ou encore de la politique de la ville. Cette rubrique est en progression de près de 9% (+3,1 M€).

> Les dépenses de moyens généraux : **533,8 M€**

Il est question ici des charges de personnel, des moyens logistiques, mais encore du service de la dette, des dotations aux provisions ou des fonds de péréquation.

> Les charges de personnel : **377,8 M€**

Les dépenses de personnel progressent de 19,2 M€. Cette augmentation s'explique principalement par la poursuite du déploiement du nouveau régime indemnitaire et l'accord PPCR (parcours professionnel, carrières et rémunérations), mais également par la prise en charge des emplois aidés et le renforcement des équipes de terrain (maisons du bel âge, services sanitaires et sociaux...). La collectivité a également fait le choix de soutenir son personnel au travers de différentes mesures lors de la crise sanitaire (versement d'une prime Covid-19, maintien des titres restaurant...). Cet effort a représenté 4,8 M€, soit 25% de la hausse.

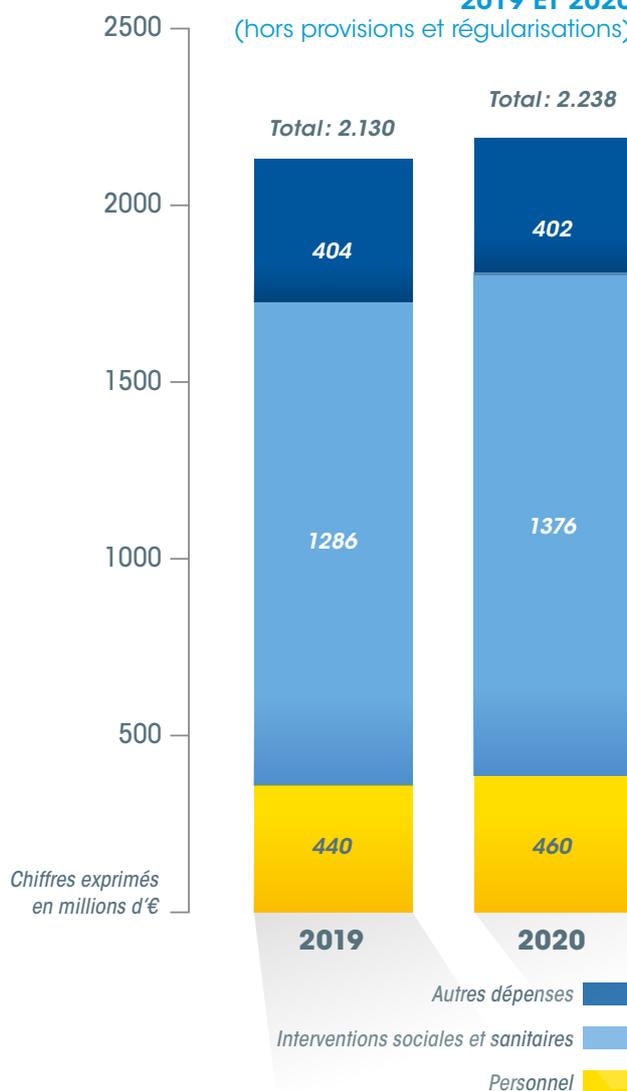
> Les autres dépenses d'administration générale : **156 M€**

Cette catégorie de dépenses se divise en plusieurs parties distinctes : les moyens généraux stricts, la dette, les atténuations de produits et les dotations aux provisions. Les trois dernières s'imposent au Département (contentieux et risques, péréquation...).

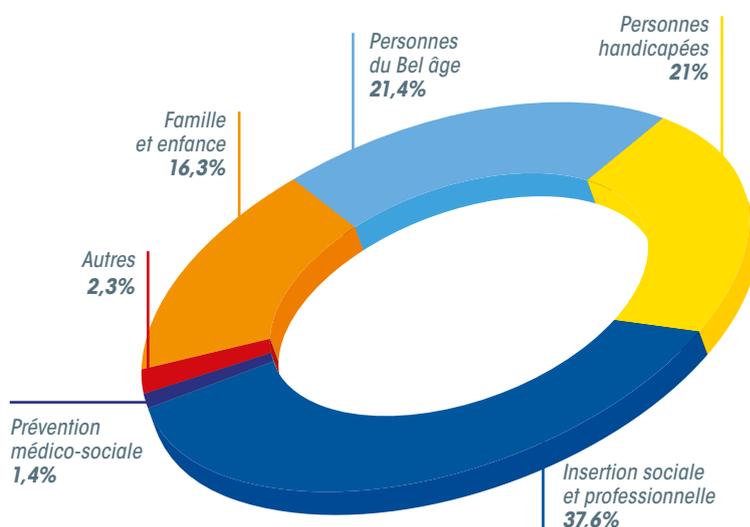
Les intérêts d'emprunt de la dette (14,4 M€), malgré une hausse des encours, ont été contenus (+0,3%). Les autres moyens (68,1 M€) sont en hausse de 0,9 M€ en 2020 (+1,4%). On y trouve notamment les services généraux et la sécurité (28,4 M€), l'informatique (12,9 M€), des frais de communication et de protocole (3,5 M€). Du fait d'une activité réduite sur certains plans, le Département a ainsi maîtrisé les dépenses de moyens généraux en 2020.

STRUCTURE DES DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT 2019 ET 2020

(hors provisions et régularisations)



RÉPARTITION DES DÉPENSES D'AIDE SOCIALE EN 2020 (fonctionnement)



LES RECETTES D'INVESTISSEMENT : 33 M€ (-4,6%)

En 2020 le fonds de compensation de la TVA est en légère diminution. Comme pour le fonctionnement, il est lié aux investissements éligibles réalisés l'année précédente. La dotation d'équipement des collèges (DDEC) est reconduite ; elle est gelée depuis plusieurs années désormais. Le produit lié aux amendes des radars automatiques est relativement constant avec 0,5 M€ de dotation reçue. La dotation de soutien à l'investissement des départements (DSID) a été réformée en 2019. Les nouvelles règles de fonctionnement conduisent dans un premier temps à une rétractation du produit reçu. Une montée en puissance devrait intervenir en 2021, d'autant plus que des crédits exceptionnels ont été mis en place dans le cadre du plan de relance Etat. Les subventions reçues sont en retrait en particulier dans les domaines de la culture, de l'éducation et des routes. Là aussi, les ressources sont conditionnées à la réalisation de travaux.

RECETTES D'INVESTISSEMENT (hors dette)

Chiffres exprimés en milliers d'€	2019		2020		Var 2019-2020
	Structure	Structure	Structure	Structure	
FCTVA	21 754,6	63,0%	21 638,7	65,6%	-0,5%
DDEC	7 919,1	22,9%	7 919,1	24,0%	0%
DGE/DSID	271,9	0,8%	54,5	0,2%	-80,0%
Subventions reçues	3 596,4	10,4%	1 571,5	4,8%	-56,3%
Autres recettes	1 000,5	2,9%	1 782,3	5,4%	78,1%
Total	34 542,6	100,0%	32 966,1	100,0%	-4,56%

LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT : 565,4 M€

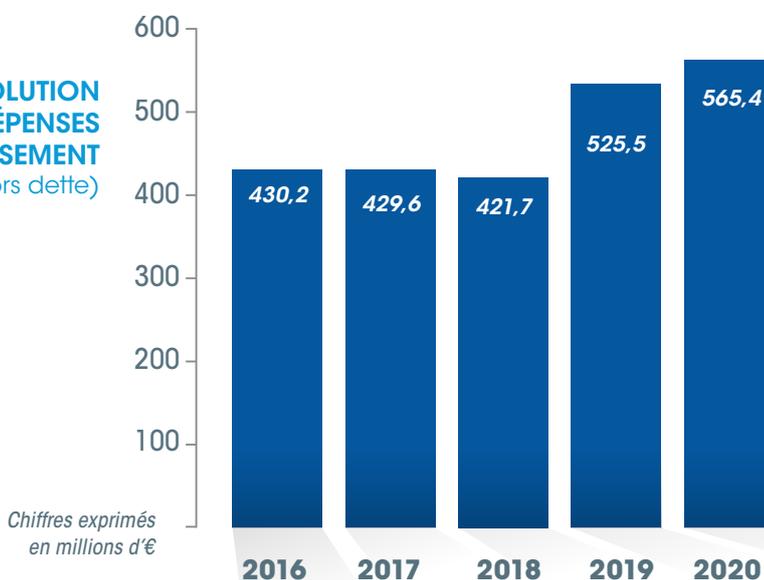
La section d'investissement s'élève à 637,2 M€. Hors dette, les dépenses d'investissement sont de 565,4 M€, soit une augmentation de près de 7,6% (39,9 M€).

Les subventions d'équipement affichent une augmentation de 4,7%, représentant 380,3 M€ et 67,3% des dépenses d'investissement. La collectivité a aussi exécuté un investissement direct de 180,8 M€ (32%).

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT (hors dette)

Chiffres exprimés en milliers d'€	2019		2020		Var 2019-2020
	Structure	Structure	Structure	Structure	
Services généraux	39 637	7,5%	39 347	7,0%	-0,7%
Sécurité	14 831	2,8%	11 296	2,0%	-23,8%
Enseignement	69 962	13,3%	75 324	13,3%	7,7%
Culture et vie sociale	4 932	0,9%	5 786	1,0%	17,3%
Politiques sociales	16 125	3,1%	18 839	3,3%	16,8%
Réseaux - Infrastructures	88 671	16,9%	106 653	18,9%	20,3%
Aménagement - Enviro.	193 615	36,8%	242 108	42,8%	25,0%
Transports	85 675	16,3%	58 366	10,3%	-31,9%
Développement	12 085	2,3%	7 727	1,4%	-36,1%
Total	525 533	100,0%	565 446	100,0%	7,6%

ÉVOLUTION DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT (hors dette)



> L'aménagement et l'environnement : **242,1 M€**

Ce poste représente près de 42,8% du montant total des dépenses réelles d'investissement. Il est en augmentation de plus de 48,8 M€ en un an. Le renforcement des infrastructures sur l'ensemble des territoires est une priorité du Département au travers de la politique d'aide aux communes (225,7 M€ pour cette rubrique fonctionnelle) ou encore de celles du logement et de la politique de la ville (12,5 M€). Le Département a mis en place divers dispositifs de soutien à la population comme la prime air-bois (1,4 M€), Provence Eco-Rénov (3,3 M€), la participation financière à l'acquisition de véhicules électriques (8 175 vélos et 2 714 voitures pour 16,5 M€).

> Les transports, réseaux et infrastructures : **165 M€**

Constituée majoritairement du plan mobilité et des politiques routières, la rubrique est en baisse par rapport à l'exercice précédent (-5,4%/-9,3 M€). Les dépenses du plan mobilité ont été cette année de 82,5 M€ contre 105,2 M€ lors de l'exercice précédent (-22,7 M€). En revanche, avec 74,5 M€, les infrastructures routières et portuaires ont mobilisé un budget supplémentaire de 20,9 M€ en 2020. Notamment, le développement du réseau des pistes cyclables sur l'ensemble des Bouches-du-Rhône continue avec 6,9 M€ investis (+0,7 M€).

> L'enseignement : **75,3 M€**

Le domaine augmente de 5,4 M€ en 2020, soit +7,7%. L'enveloppe allouée aux 188 collèges publics et privés relevant des compétences du Département était de 73,4 M€, dont notamment 20,1 M€ pour le dispositif des collèges numériques dans le cadre du plan Charlemagne. La maintenance des établissements scolaires a représenté 27,9 M€ (+0,2 M€) et les travaux de réhabilitation / construction près de 18,3 M€ (+4 M€). La recherche et l'enseignement supérieur ont bénéficié d'un budget de 1,9 M€.

> L'action sociale et les solidarités : **18,8 M€**

La collectivité poursuit son action à destination du secteur de la santé (+2,7 M€). Cela se traduit par la modernisation d'établissements et d'équipements et l'aide à l'acquisition de technologies innovantes de pointe pour des établissements de santé comme l'Assistance Publique des Hôpitaux de Marseille, l'Institut Paoli-Calmettes ou l'Hôpital St Joseph (10,3 M€). Cette année encore, l'accent a été mis sur l'amélioration des structures départementales accueillant un public en difficulté en y consacrant 8,5 M€. Le programme des maisons du bel âge a été poursuivi.

> La sécurité : **11,3 M€**

Le Département a soutenu le SDIS en finançant ses équipements : matériel et bâtiment à hauteur de 7,3 M€. Un montant de 2,4 M€ a également été investi dans la pré-

vention et l'entretien des massifs forestiers pour préserver ces zones sensibles.

> Le développement local, le tourisme et l'agriculture : **7,7 M€**

L'accompagnement dans les domaines de l'aménagement du territoire (5,3 M€), avec des projets comme Eurroméditerranée et les chantiers navals de La Ciotat ou encore le soutien à l'agriculture (2,4 M€), reste un objectif pour maintenir l'emploi en Provence.

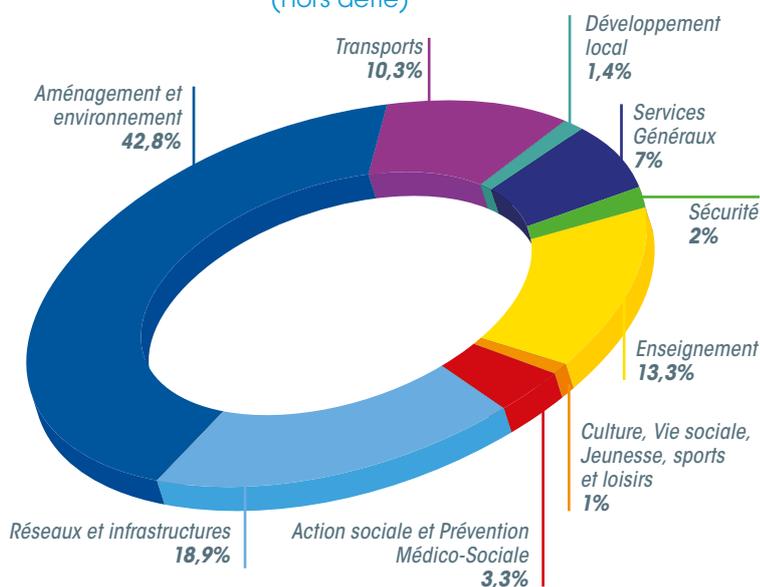
> La culture, la vie sociale, la jeunesse, les sports et loisirs : **5,8 M€**

L'investissement est maintenu dans ce domaine avec la réalisation de près de 5,8 M€ d'équipements (travaux musée Arlaten, archives et bibliothèque départementales, musée départemental de l'Arles antique) ou encore l'acquisition d'œuvres d'arts. Concernant le muséon Arlaten, après un investissement de 22,5 M€, celui-ci vient d'ouvrir ses portes début 2021.

> Les moyens généraux : **39,3 M€**

Ce budget permet, par la modernisation des moyens logistiques (informatiques, matériels, véhicules, mobiliers, travaux) de la collectivité, de répondre aux besoins de développement des politiques publiques. Pour l'année 2020, la collectivité a su répondre aux contraintes du Covid-19 en renouvelant son parc informatique pour mettre en place rapidement le télétravail et ainsi ne pas être paralysée.

RÉPARTITION DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT PAR FONCTION EN 2020
(hors dette)





LES ÉQUILIBRES FINANCIERS DU DÉPARTEMENT

L'épargne brute (toutes opérations incluses) représente 173,3 M€ en 2020, en recul par rapport à l'exercice antérieur (-36,7%). Les dépenses obligatoires d'aide sociale représentent 87% de la hausse des charges sur cet exercice (+104,5 M€ toutes opérations incluses). Côté recettes, la baisse des DMTO (-9,8 M€) n'a fait qu'accroître une situation financière compliquée par la crise.

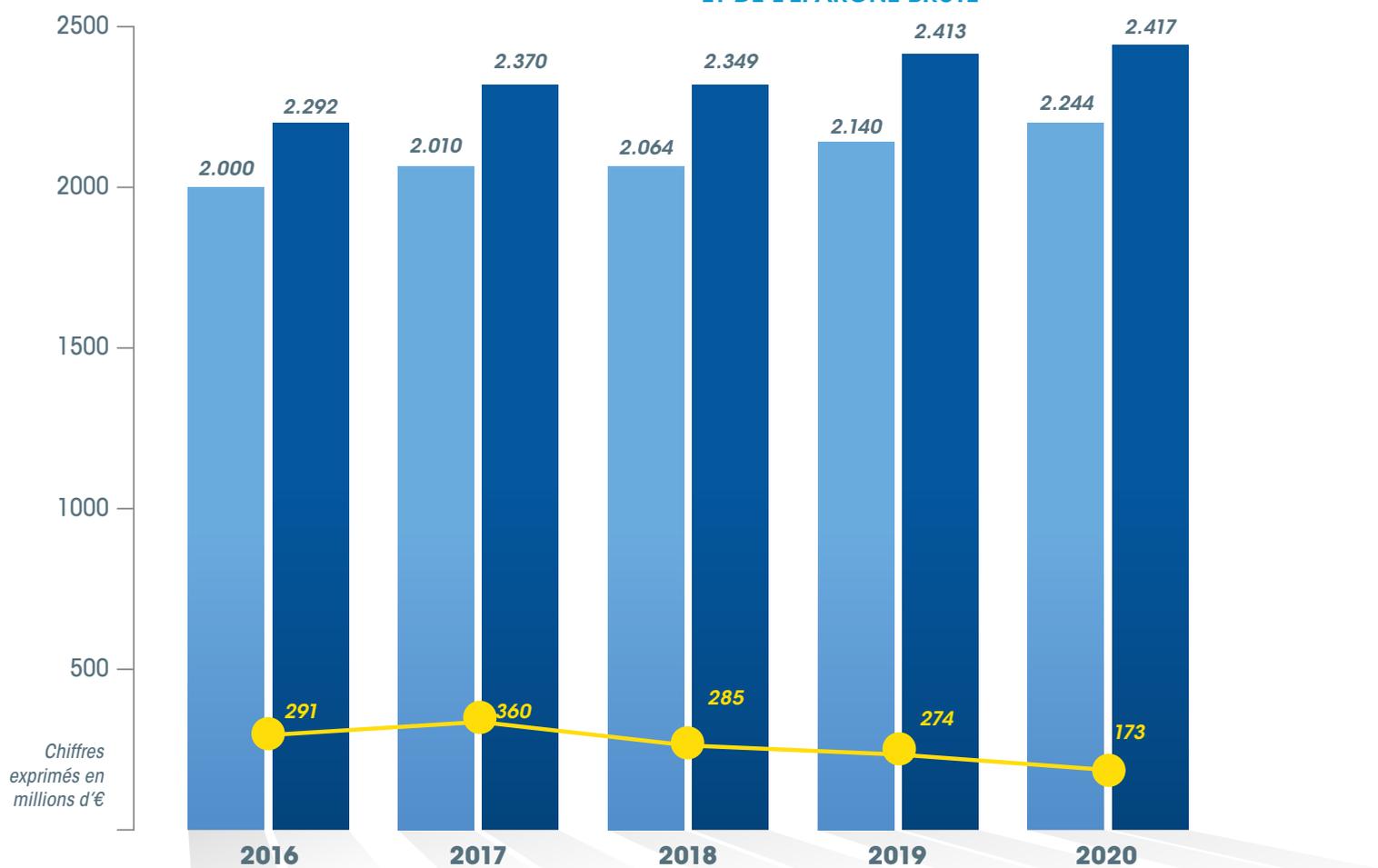
Le capital de la dette remboursé s'est chiffré à 71,7 M€. Ainsi, l'épargne après financement de la dette avoisine les 101,6 M€, soit 18% du financement des dépenses d'investissement.

L'endettement au 31 décembre 2020 représentait 1.409,6 M€ (dont une avance temporaire sur DMTO de 22,3 M€) et une solvabilité de 8,6 ans (hors retraitements comptables).

Ainsi, la structure de financement des 565,4 M€ d'investissements se décompose comme suit en 2019 :

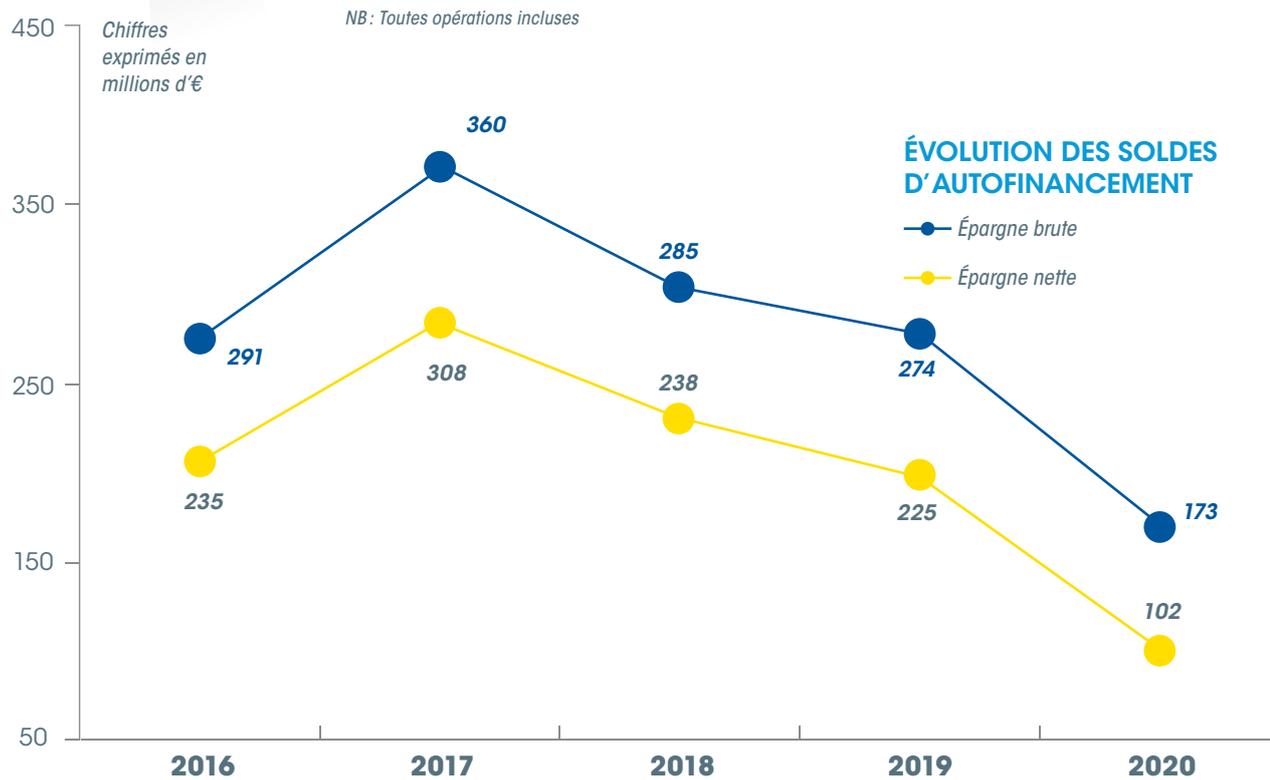
- > **Épargne nette : 101,6 M€ (18%),**
- > **Recettes d'investissement : 33,0 M€ (5,8%),**
- > **Emprunt : 442,3 M€ (78,2%),**
- > **Confortement fonds de roulement : 11,4 M€.**

ÉVOLUTION DES DÉPENSES ET DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT ET DE L'ÉPARGNE BRUTE



Total des dépenses de fonctionnement ■ Total des recettes ■ Épargne brute ●

NB : Toutes opérations incluses



NB : Toutes opérations incluses

DETTE PROPRE

Au 31 décembre 2020, l'encours de dette représente 1.409,6 M€ (dont 22,3 M€ d'avance sur DMTO) contre 1.039,1 M€ au 31 décembre 2019. Le département des Bouches-du-Rhône présente un encours de 696 € par habitant contre 538 € pour la moyenne des départements français (Chiffres DGFIP).

Le besoin de financement de l'exercice 2020 a été couvert par une mobilisation d'emprunts nouveaux d'un montant de 420 M€. Parmi ceux-ci, le financement par l'emprunt obligataire a représenté 200 M€.

Les émissions obligataires ont permis de disposer de fonds à des conditions nettement plus avantageuses que les conditions bancaires.

La dette propre du Département est, au 31 décembre

2020, indexée à 66,2% sur du taux fixe et à 33,8% sur du taux variable. Elle se répartit entre dix-huit prêteurs.

Le taux moyen de la dette du Département des Bouches-du-Rhône au 31 décembre 2020 est de 1,1% contre 1,4% au 31/12/2019. Ce taux est de 1,9% au 31/12/2020 pour l'ensemble des départements.

Le Département ne détient aucun produit structuré ou dit « toxique ». L'encours de la dette départementale est composé uniquement de contrats de la catégorie la moins risquée de la grille « Gissler ».

> Comparaison dette Département Bouches-du-Rhône / dette des départements millionnaires

	Bouches-du-Rhône	Moyenne des départements millionnaires ⁽¹⁾
Encours / habitant	696	538
Taux d'endettement ⁽²⁾	57,6%	52,3%
Capacité de désendettement ⁽³⁾	5,8	4,9

(1) Chiffres 2020 – Source : DGFIP

(2) Encours de dette / Recettes réelles de fonctionnement

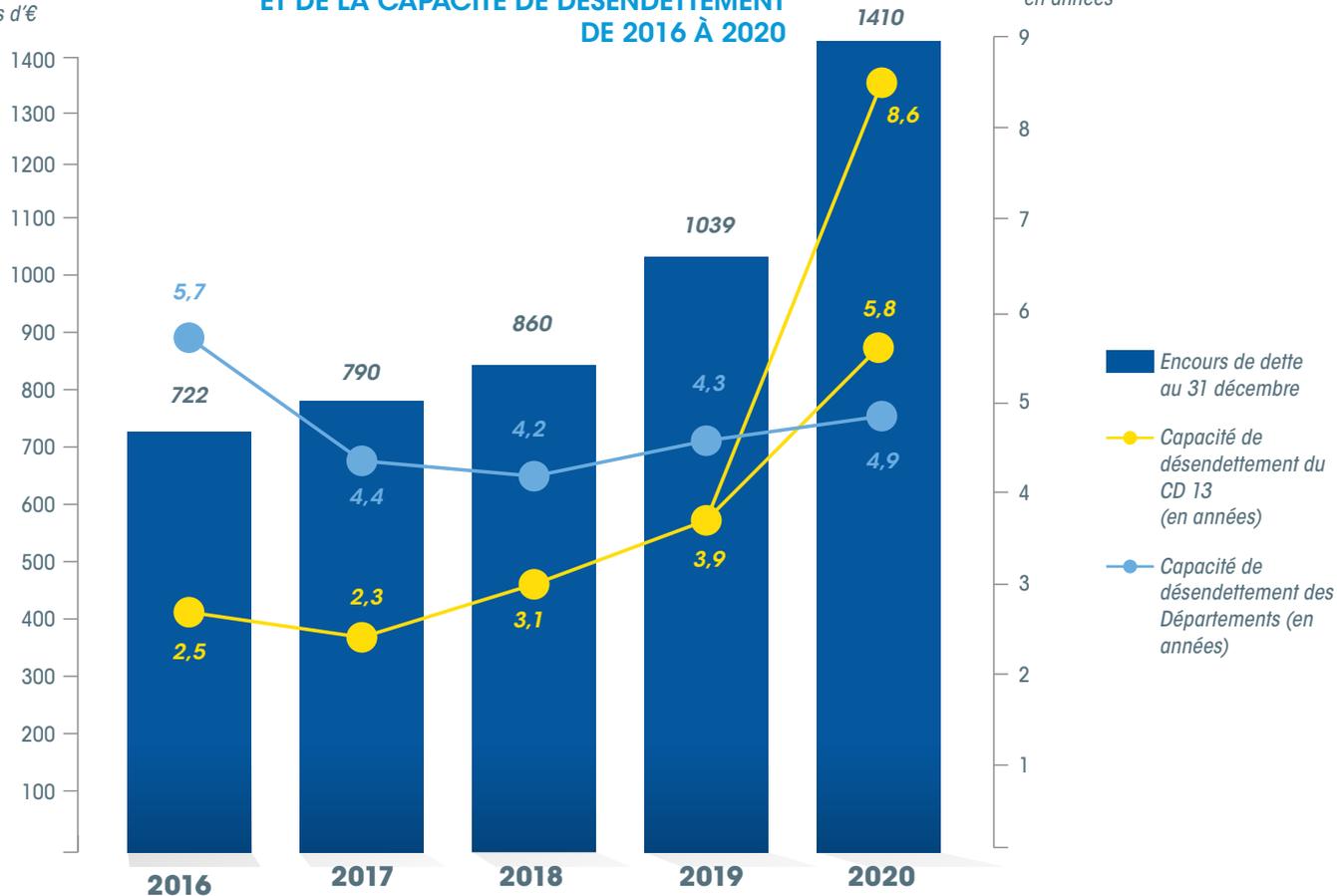
(3) Encours de dette / Epargne brute exprimée en années (dont retraitements DGFIP) ;
La solvabilité hors retraitements ressort à 8,6 ans.



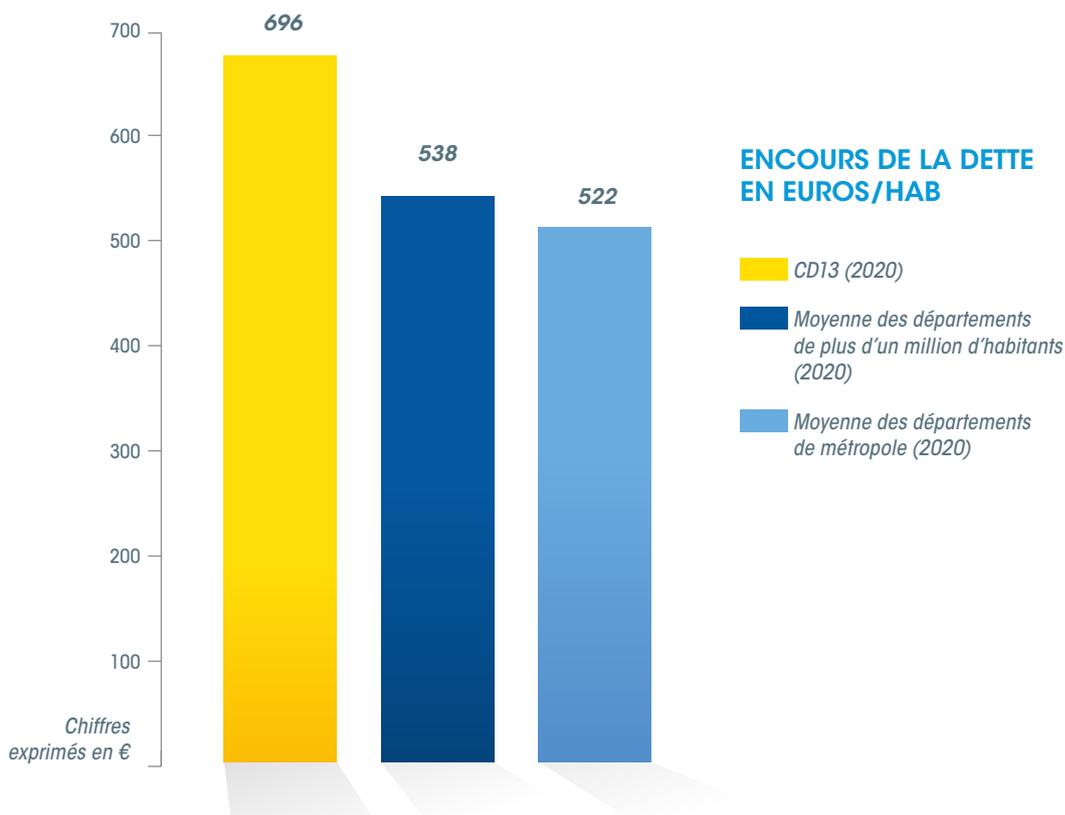
Chiffres exprimés en millions d'€

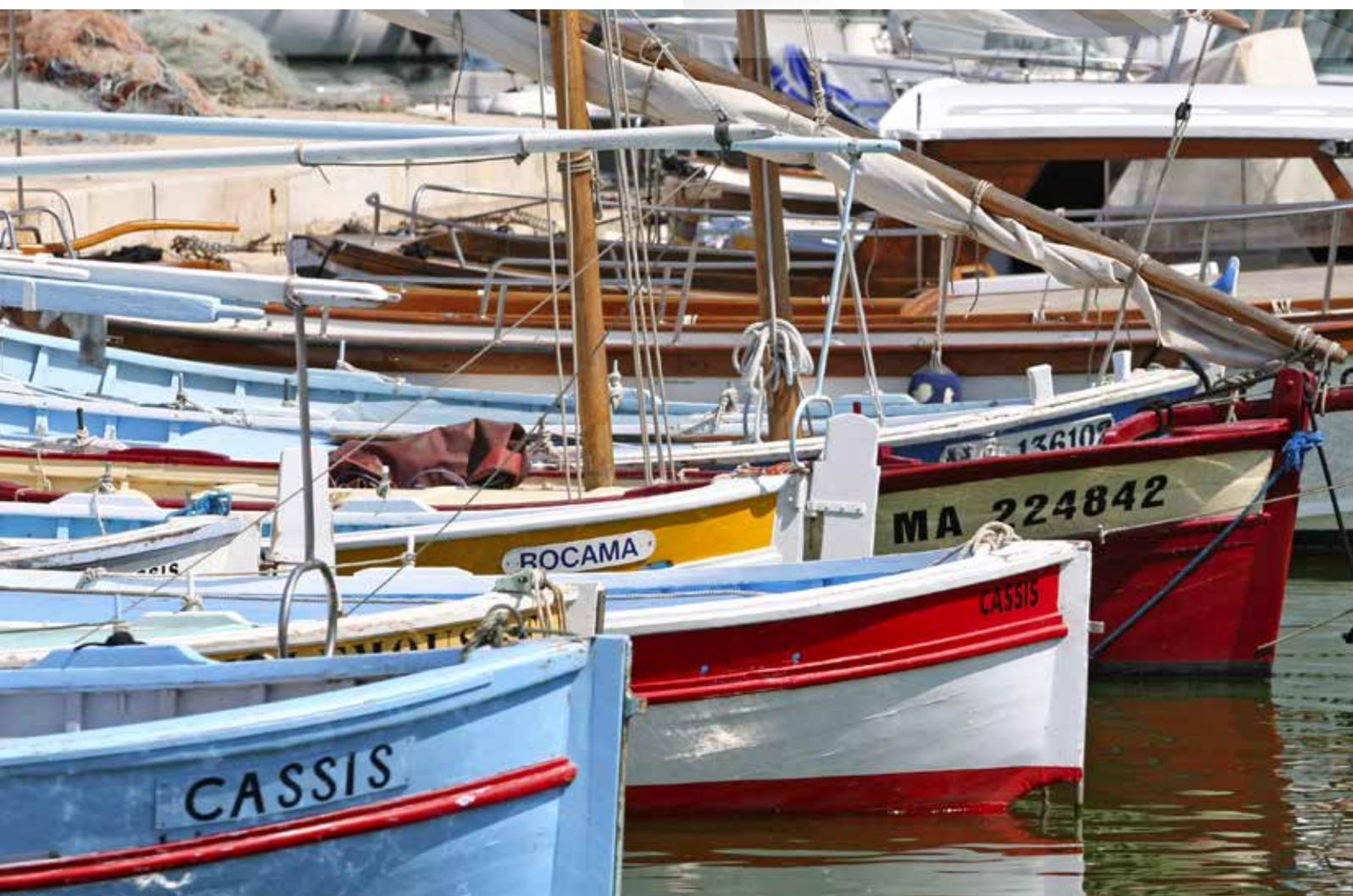
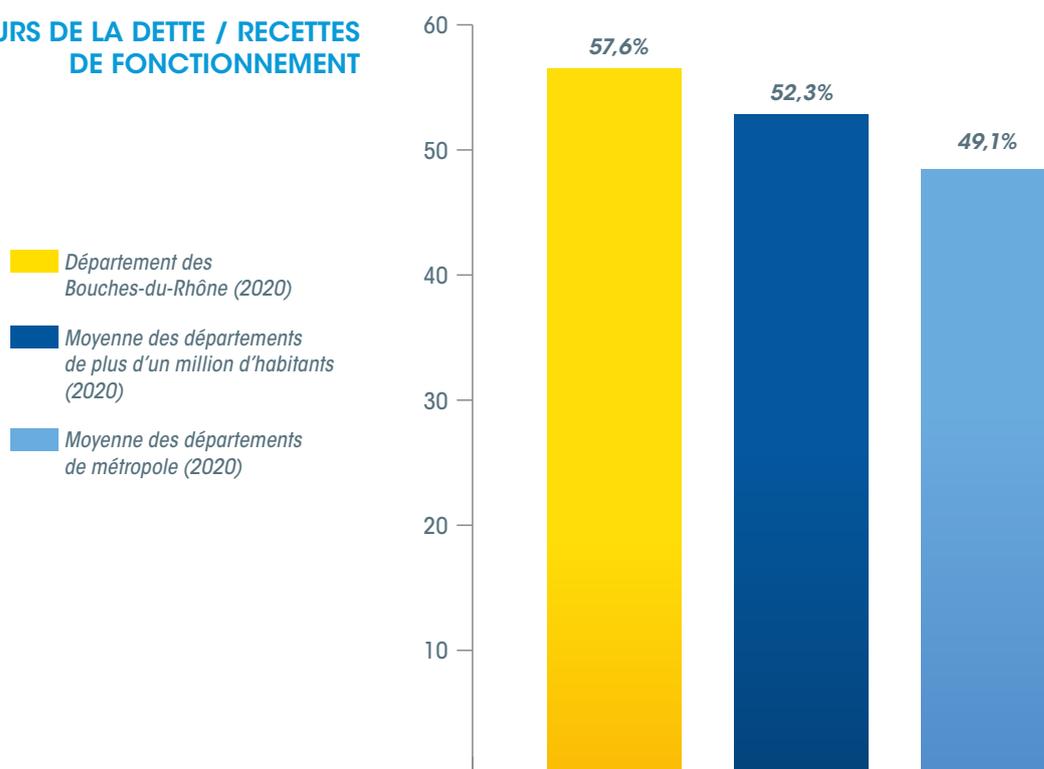
ÉVOLUTION DE L'ENCOURS DE DETTE ET DE LA CAPACITÉ DE DÉSENDETTEMENT DE 2016 À 2020

Chiffres exprimés en années

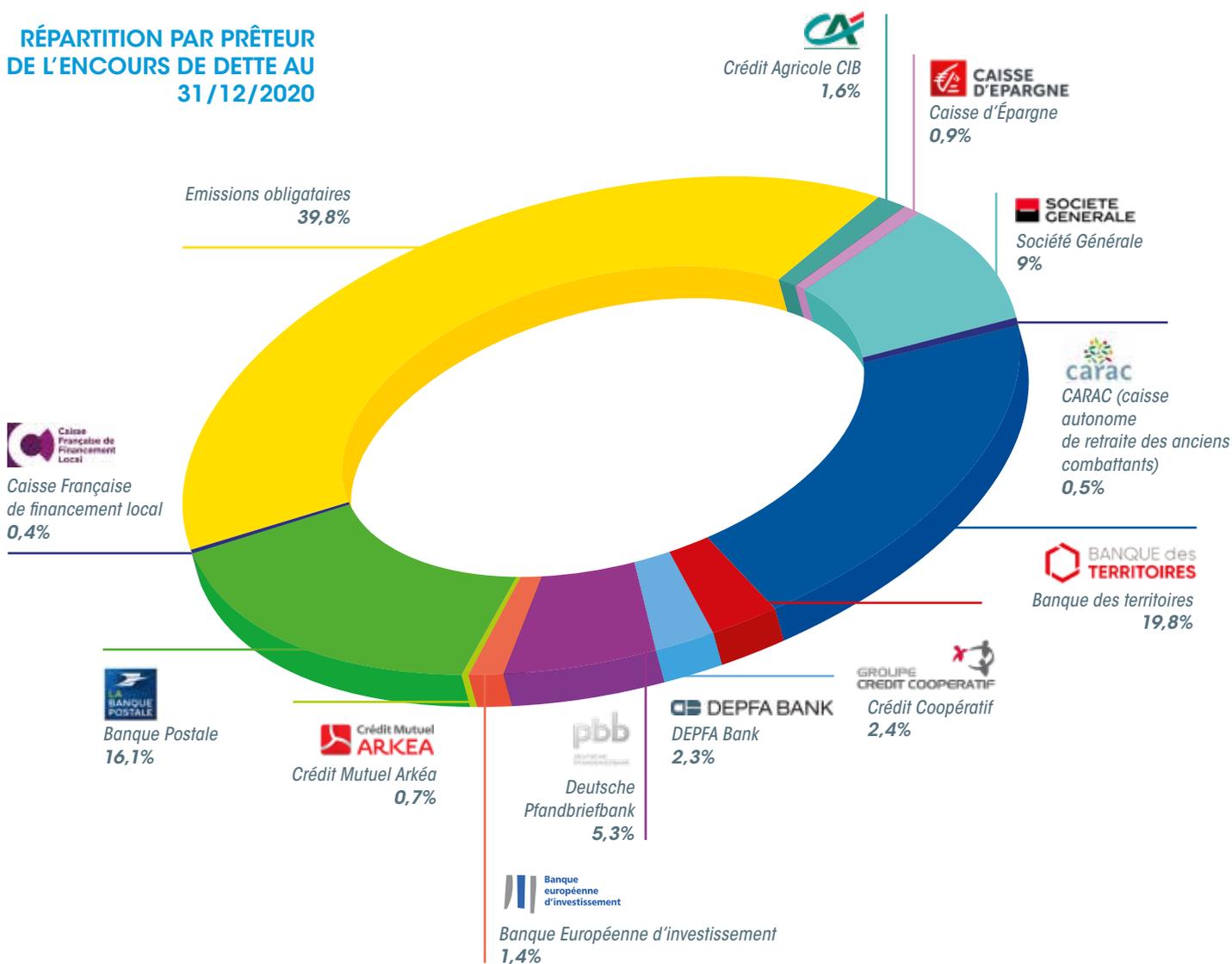


*En 2020, la capacité de désendettement du département 13 est de 8,6 années, mais ressort à 5,8 années après retraitements (donnée DGFIP) avec notamment la prise en compte de l'étalement des charges Covid.

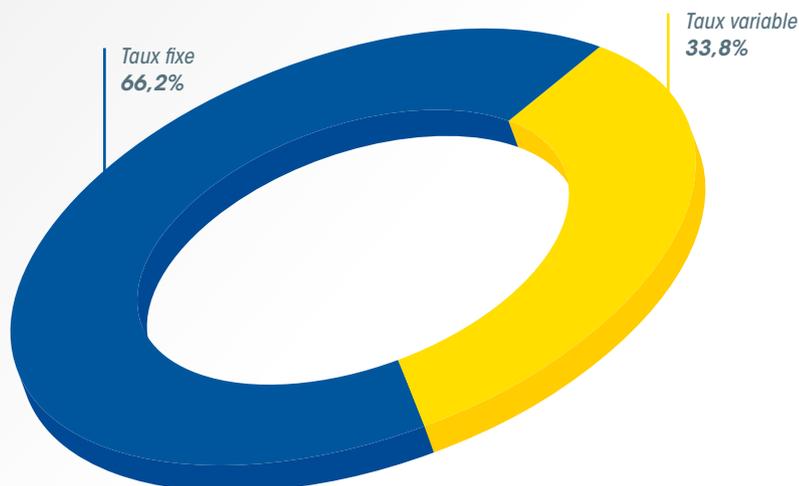


ENCOURS DE LA DETTE / RECETTES
DE FONCTIONNEMENT

RÉPARTITION PAR PRÊTEUR DE L'ENCOURS DE DETTE AU 31/12/2020



RÉPARTITION ENTRE TAUX FIXE ET TAUX VARIABLE AU 31/12/2020 DE L'ENCOURS DE DETTE DU DÉPARTEMENT





GARANTIES D'EMPRUNTS (engagements externes)

> Le suivi de l'encours garanti

Le Département est un acteur majeur de la politique du logement social. Il accompagne les organismes de logements (OPH, SA d'HLM...) en leur apportant le cautionnement et les financements nécessaires au financement d'opérations de construction, d'acquisition ou de réhabilitation. Il intervient également dans d'autres secteurs de la vie économique et sociale locale en apportant sa garantie en matière de financement de programmes spécifiques (concernant le domaine de la santé, de l'enfance, des personnes du bel âge et handicapées, de l'accompagnement social, de l'aménagement...).

Ainsi, l'encours garanti fin 2020 s'élève à 1.475 M€. Il concerne essentiellement le logement social (90,1%).

LA CONSOLIDATION DES COMPTES ET DES RISQUES DU DÉPARTEMENT

Le périmètre de consolidation des comptes du département des Bouches-du-Rhône porte sur le budget principal, les budgets annexes et un sous-ensemble de satellites.

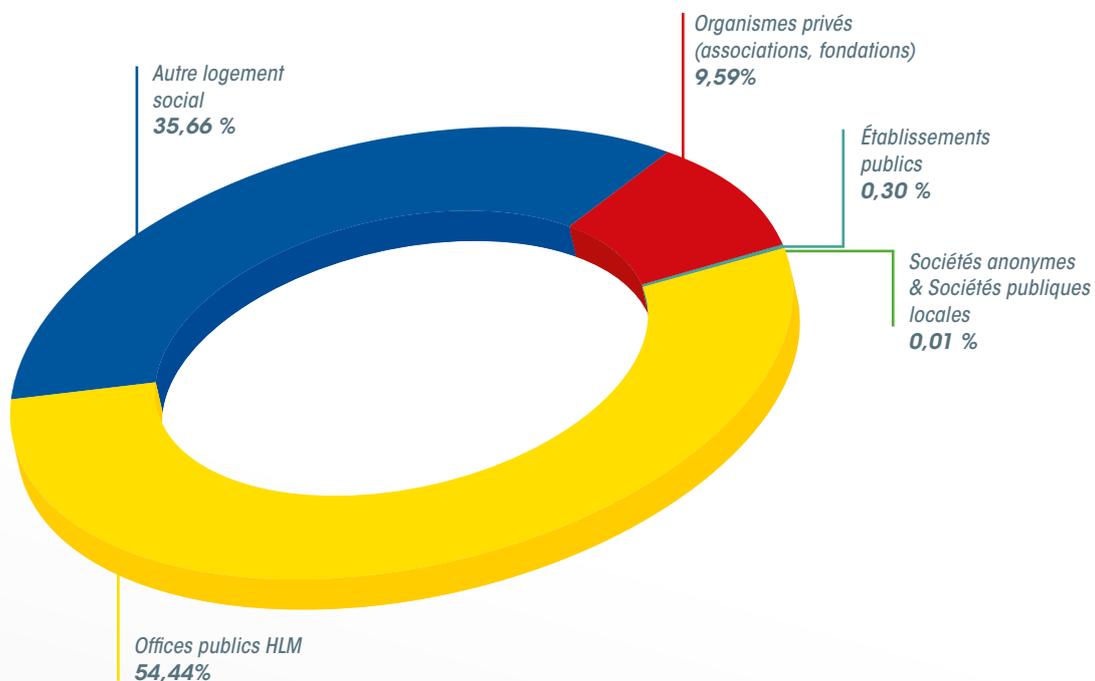
Ces derniers sont retenus selon l'implication du Département dans le fonctionnement de l'entité et des moyens financiers qu'il lui consacre.

Les comptes des organismes sont consolidés selon trois niveaux d'analyse.

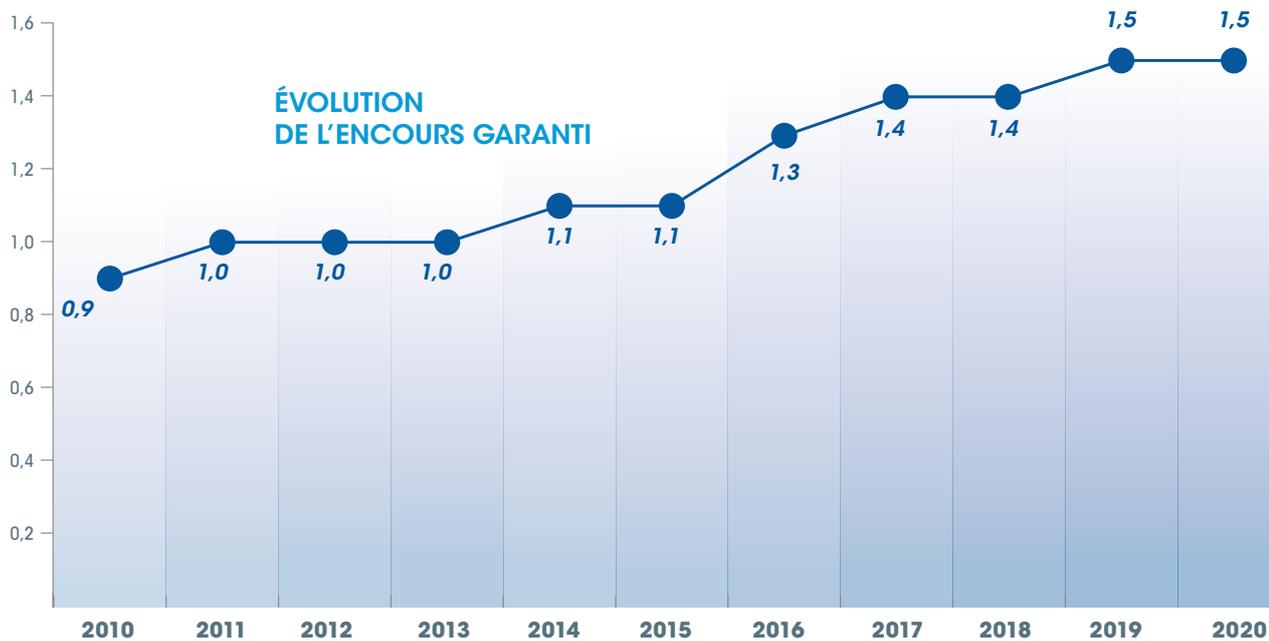
En 2020 (comptes 2019), la consolidation des comptes du Département et de ses satellites montrait une situation financière consolidée saine.



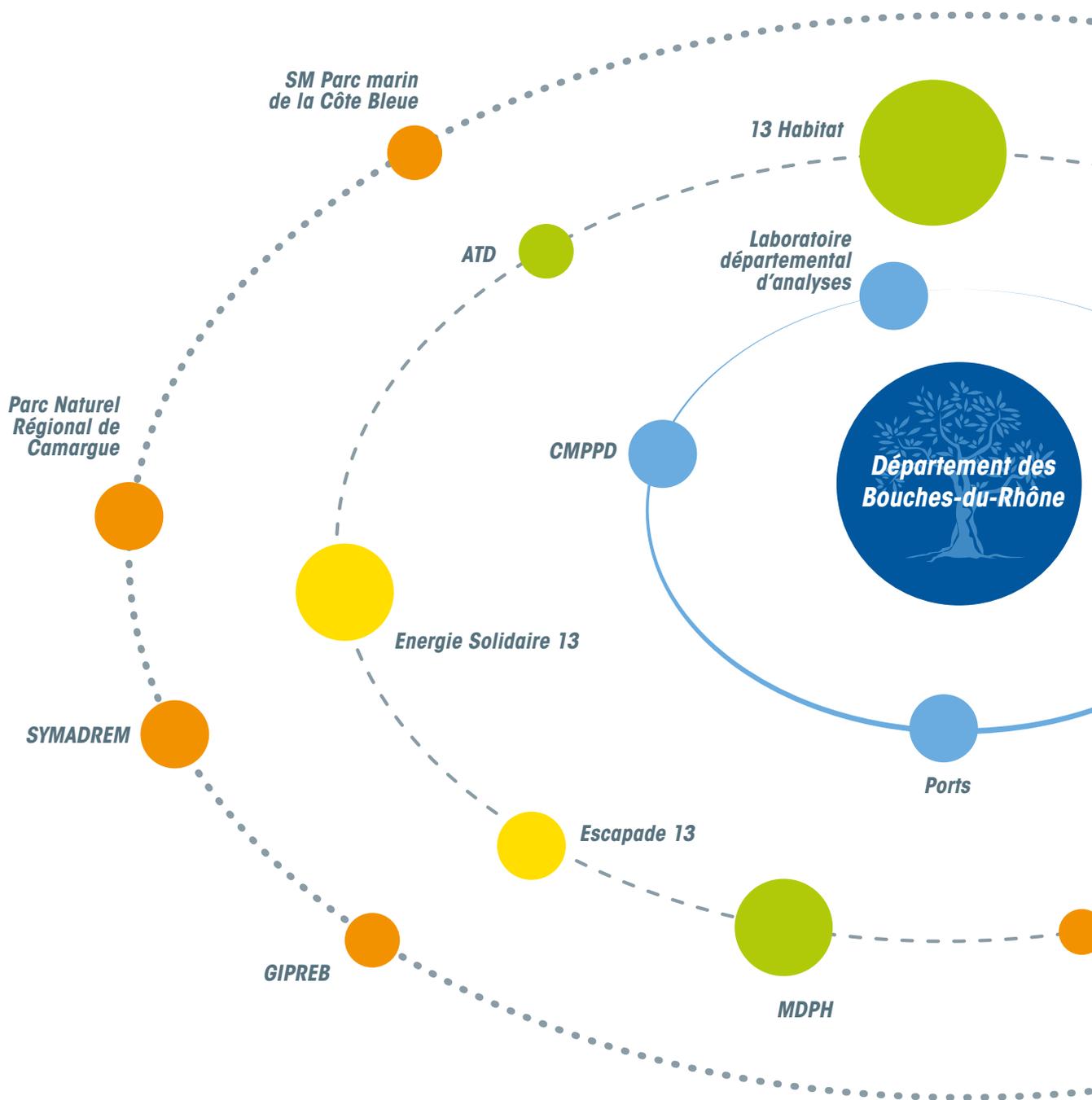
RÉPARTITION DE L'ENCOURS GARANTI AU 31/12/2020



Chiffres exprimés en milliard d'€



LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL ET SES PRINCIPAUX PARTENAIRES



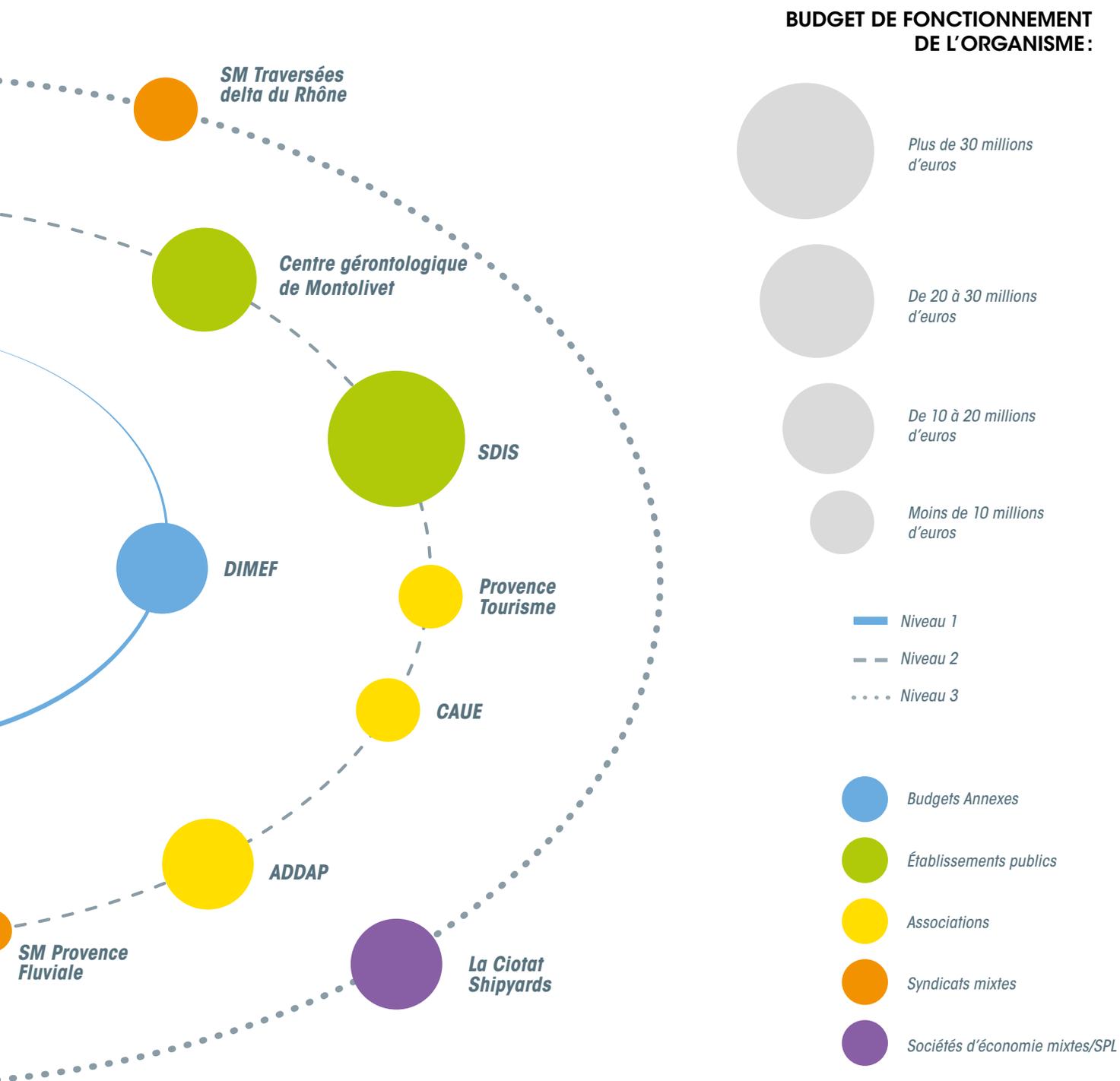
CMPPD: Centre Médico-Psycho Pédagogique Départemental

DIMEF: Direction des Maisons de l'Enfance et de la Famille

SDIS: Service départemental d'incendie et de secours

MDPH: Maison Départementale des Personnes Handicapées

ATD: Agence Technique Départementale



ADDAP: Association Départementale pour le Développement des Actions de Prévention

CAUE: Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement

SYMADREM: Syndicat mixte d'aménagement des digues du Rhône et de la mer

La Ciotat Shipyards : Chantiers navals de la Ciotat

GIPREB : Groupement d'intérêt public pour la réhabilitation de l'Étang de Berre (syndicat mixte)

PRINCIPAUX CHIFFRES 2020

> Les chiffres du Compte Administratif 2020 (Récapitulatif en M€)

Dépenses de fonctionnement.....	2.244
Recettes de fonctionnement.....	2.417
Dépenses d'investissement.....	637
Recettes d'investissement.....	475
Résultat de clôture	42

NB : tous mouvements inclus

> Ratios financiers

Population totale 2020 (INSEE) : 2 048 504 habitants	2020 Département des Bouches-du-Rhône	2019	
		Département des Bouches-du-Rhône	Moyenne des départements
Dépenses de fonctionnement en euros par habitant	1059 €	1005 €	865 €
Produit des impositions directes en euros par habitant	314 €	263 €	290 €
Recettes de fonctionnement en euros par habitant	1176 €	1131 €	1011 €
Dépenses d'équipement brut en euros par habitant*	88 €	79 €	102 €
Encours de la dette en euros par habitant	688 €	508 €	499 €
Dotation globale de fonctionnement en euros par habitant	147 €	147 €	124 €
Part des dépenses de personnel / dépenses de fonctionnement	17,4%	17,3%	21,2%
Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement	93%	90,9%	91%
Dépenses d'équipement brut en euros / recettes de fonctionnement*	7,5%	7%	10,1%
Encours de la dette rapporté aux recettes de fonctionnement	57,6%	44,9%	49,4%

* Hors subventions
Ratios par habitant exprimés sur la population INSEE

Sources : DGCL
(Métropole hors Paris)

> Taxes et Impôts en 2020

> Impôts directs

Taux de taxe foncière sur les propriétés bâties **15,05 %**

> Impôts indirects

Taux des droits de mutation **4,5 %**

> Dette

Encours au 31/12/2020 (hors dépôts et cautionnement reçus)..... **1.409,6 M€**

> Engagements externes

> Garanties d'emprunts

Encours au 31/12/2020 (dont 90,1% aux organismes œuvrant dans le logement social) **1.475 M€**



DÉPARTEMENT
**BOUCHES
DU RHÔNE**



Hôtel Département
52, avenue Saint-Just
13256 Marseille Cedex 20
04 13 31 13 13

www.departement13.fr